

Cote du document:	EB 2010/99/R.28
Point de l'ordre du jour:	11 b)
Date:	17 mars 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

**Rapport du Président concernant une  
proposition de don au titre du guichet  
mondial/régional à un centre  
international ne bénéficiant pas du  
soutien du GCRAI**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session  
Rome, 21-22 avril 2010

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux membres du Conseil d'administration**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Shantanu Mathur**

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: [s.mathur@ifad.org](mailto:s.mathur@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>
<b>Annexe</b>	
RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural: Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté	3

## **Sigles et acronymes**

CRDI	Centre de recherches pour le développement international
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
RIMISP	Centre latino-américain pour le développement rural

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 7.



## Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,824 million d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 

RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural: Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté.
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement des dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique en question a pour objectif d'obtenir les résultats suivants:
  - a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons. Plus spécifiquement, le don proposé dans le présent document concerne les points 5 b), c) et d) ci-dessus, dans la mesure où il appuie la mise en place d'un cadre général, à l'échelon aussi bien local que national, qui représente pour les ruraux pauvres une structure incitative favorable à l'augmentation de la productivité et à la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide, ainsi qu'un cadre institutionnel au sein duquel les institutions – formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales – peuvent assurer des services en faveur des personnes économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif.

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'initiative Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté, accordera un don ne dépassant pas un million huit cent vingt-quatre mille dollars des États-Unis (1 824 000 USD) au RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural: Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté**

## **I. Contexte**

1. Malgré un certain nombre de francs succès, au cours des 25 années écoulées depuis le début des années 1980, le nombre de ruraux pauvres en Amérique latine et dans les Caraïbes n'a diminué que de 8 millions et l'incidence de la pauvreté rurale est passée de 60 à 52%. Le nombre des personnes vivant dans un état d'extrême pauvreté n'a diminué que de 5 millions durant cette même période, et le taux de pauvreté extrême en milieu rural n'a guère évolué passant de 33 à 30%. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes estime que, à cause de la crise, l'incidence de la pauvreté va augmenter de plus de 10%. S'il l'on compare les années 1980 avec les premières années du siècle nouveau, on constate que l'inégalité des revenus ruraux s'est creusée dans cinq des 14 pays d'Amérique latine pour lesquels il existe des données se prêtant à comparaison. Si l'on se tourne vers l'inégalité de l'accès à certains biens – dont la terre – la situation est encore plus grave que pour la répartition des revenus. Quant à l'inégalité entre les sexes, elle est exceptionnellement marquée, même dans les pays où les indicateurs de développement humain sont relativement bons. Le rapport entre le revenu des femmes et celui des hommes varie entre 0,32 et 0,63 dans neuf des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans tous les pays, les Afro-Latino-Américains et les populations autochtones sont systématiquement parmi les populations les plus pauvres. Il est tout à fait manifeste que les stratégies et politiques mises en place ces 25 dernières années n'ont pas donné les résultats attendus et que de nouvelles approches s'imposent; la crise économique a ouvert la voie à des mesures prenant acte de ce constat.
2. Pour la conception et la mise en œuvre de ce programme, le FIDA a conclu un partenariat avec un réseau régional bien établi regroupant 174 organisations publiques et privées qui œuvrent à promouvoir la croissance économique rurale en intégrant les dimensions de l'insertion sociale et de la viabilité de l'environnement. Ce réseau, Rural Territorial Dynamics, s'est constitué autour d'un programme de conseil et de développement des capacités s'appuyant sur la recherche et ayant comme objectifs la croissance économique en milieu rural, l'insertion sociale et la viabilité de l'environnement. Il s'agit d'un programme de grande envergure, financé essentiellement par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, mais aussi par l'Agence néozélandaise de développement international (NZAID); d'autres organismes participent à certaines activités spécifiques.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

3. Le programme va contribuer à l'objectif stratégique de la politique révisée du FIDA en matière de dons et à la réalisation des principaux résultats escomptés que présente le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010. Il constituera un appui direct à l'Objectif stratégique 6 du FIDA – processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation. Il contribuera également directement à: a) la mise en place de cadres d'action dynamiques, notamment des stratégies de réduction de la pauvreté et des politiques sectorielles répondant aux besoins des ruraux pauvres; et b) des institutions publiques efficaces centrant leur action sur la réduction de la pauvreté. Le programme est conforme aux critères stratégiques définis dans la politique révisée du FIDA en matière de dons: a) il favorise la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs stratégiques du FIDA et est conforme à ses principes d'engagement; b) il permettra au FIDA de mieux assimiler et de mieux gérer les savoirs et les compétences existant dans le cadre de ses opérations dans

la région Amérique latine et Caraïbes; c) il va promouvoir des partenariats avec des partenaires clés au niveau régional, national et infranational qui travaillent dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale; d) le programme, qui n'est pas une activité financée par le budget administratif du FIDA, sera géré sans lien de dépendance à l'égard du FIDA; e) il aidera à créer des liens étroits avec les opérations menées par le FIDA dans les quatre pays sélectionnés; et f) il testera une approche régionale de l'engagement des processus d'élaboration des politiques dans ces pays à revenu intermédiaire.

4. Le programme va inspirer et influencer les changements en matière de politiques et d'investissements qui sont susceptibles d'accroître les biens et les capacités des ménages pauvres et d'améliorer l'environnement socioéconomique et politique dans lequel ils vivent et travaillent. Le programme tâchera d'atteindre cet objectif moyennant l'analyse, la concertation, l'appui et la sensibilisation des pouvoirs publics, en s'appuyant sur des expériences concrètes et sur l'apprentissage. Il permettra de renforcer le "portefeuille" de partenaires avec lesquels le FIDA travaille dans ces quatre pays et au-delà, consolidant les liens avec certains intervenants non habituels qui ont de plus en plus de poids. Grâce à ce programme, le FIDA va mettre à l'épreuve ce que l'on pense être une stratégie plus globale, plus pertinente et plus efficace d'engagement dans une région constituée essentiellement de pays à revenu intermédiaire.
5. La création de liens entre l'expérience concrète du FIDA sur le terrain et l'élaboration de politiques au niveau des pays et de la région est urgente. Une grande expérience a été acquise s'agissant des approches et des outils utilisés dans le cadre des processus de gestion des connaissances et d'apprentissage social qui permettent de capitaliser les enseignements et d'ajouter de la valeur à l'expérience concrète des projets sur le terrain. Mais ce qui manque, ce sont de véritables passerelles entre l'expérience pratique et systématique du FIDA et l'élaboration effective des politiques ainsi que la prise en compte des succès et des échecs passés pour influencer sur les processus de leur élaboration.
6. Le FIDA se doit d'établir un dialogue stratégique avec de nouveaux acteurs qui viennent enrichir le "portefeuille" de partenaires avec lesquels le FIDA travaille, et d'attirer de nouveaux décideurs et de nouveaux créateurs d'opinion qui jouent désormais un rôle important à l'échelon national et infranational. C'est, par exemple, le cas du secteur privé, des pouvoirs publics intermédiaires (au niveau des provinces), des médias et des secteurs urbains préoccupés par les problèmes de qualité de vie et d'environnement (et plus particulièrement le changement climatique) qui offrent des créneaux pour les ruraux pauvres.
7. Enfin, l'analyse et la concertation concernant ces grandes orientations doivent être complétées par des mécanismes d'intervention rapide permettant au FIDA et à ses partenaires d'agir rapidement en fonction des demandes et des possibilités qui voient le jour. Il n'est en effet guère utile de soutenir un dialogue qui déboucherait sur une conclusion "A", s'il faut ensuite un an ou plus avant que le FIDA puisse prendre avec ses partenaires des mesures à ce sujet.
8. Le programme entretiendra des liens étroits de communication et d'interaction avec les opérations que le FIDA mène dans les quatre pays sélectionnés, ainsi qu'avec les programmes régionaux du FIDA dans le domaine du conseil en matière d'élaboration des politiques. Il appuiera les projets de développement du FIDA et d'autres projets de développement rural: a) en renforçant les liens avec les nouveaux partenaires publics et privés qui gagnent en influence; b) en leur fournissant des analyses claires et pertinentes des tendances et des questions ayant un impact sur les pauvres à divers titres; c) en permettant de mieux comprendre les stratégies de survie des pauvres dans divers contextes de développement au sein d'un même pays; d) en mettant en œuvre des cycles de gestion de l'apprentissage et du savoir partant de la base, afin de systématiser et

de synthétiser le vécu des personnes concernées afin d'en rendre compte dans les processus d'élaboration des politiques; e) en soulignant les nouvelles possibilités qui s'ouvrent et en repérant les contraintes auxquelles sont confrontés les projets de développement rural dans le contexte des processus d'élaboration des politiques (y compris certaines pouvant intéresser le FIDA); et f) en appuyant directement et en contribuant à instaurer un environnement global plus porteur pour les équipes de gestion des programmes pays du FIDA et pour la supervision directe des opérations du FIDA.

9. Les modalités adoptées pour les processus d'élaboration des politiques dans le cadre du programme seront définies depuis la base et avec l'approbation des parties prenantes participant au programme dans chaque pays. Cela étant, l'intention est de proposer, en les justifiant, un certain nombre de questions qui sont pertinentes pour l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (et, dans certains cas, pour d'autres régions en développement). Grâce à l'interaction entre le programme et le FIDA lui-même, les enseignements retenus dans les quatre pays pourront inspirer les processus d'élaboration des politiques ailleurs. Quatre questions revêtent un intérêt tout particulier, comme points de départ qui seront présentés à nos partenaires locaux pour examen: a) la complémentarité entre les programmes de développement économique et les programmes de transfert monétaire assortis de conditions; b) le rôle de l'agriculture familiale dans la sécurité alimentaire, en particulier à l'échelon régional et local; c) la prise en compte des soucis et des attentes, dans les pays à revenu intermédiaire, de classes moyennes de plus en plus nombreuses dans le domaine de l'environnement et de la qualité de la vie, pour créer de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de revenus pour les ruraux pauvres; et d) l'amélioration de la coordination des pouvoirs publics à l'échelon local, provincial et national et de leur capacité à créer des partenariats de développement public/privé, notamment au niveau territorial.

### III. Le programme proposé

10. Le but global du programme consiste à renforcer les stratégies, politiques et investissements nationaux et infranationaux favorables aux ruraux pauvres grâce à l'analyse, à la concertation et à un appui stratégiques s'appuyant sur des faits concrets et sur l'apprentissage dans quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: a) mise en place de coalitions stratégiques favorables aux ruraux pauvres dans quatre pays; b) meilleure compréhension de la pauvreté rurale, débouchant sur une plus grande cohésion entre les décideurs et les autres parties prenantes au sujet des changements à apporter aux priorités de la lutte contre la pauvreté rurale et/ou à la conception et à la mise en œuvre de stratégies, de politiques et d'investissements dans ce domaine; c) modification du cadre de la lutte contre la pauvreté rurale et/ou de la conception et de la mise en œuvre des stratégies, des politiques et des investissements dans ce domaine; et d) amélioration de la capacité du personnel affecté aux opérations du FIDA et aux équipes de pays à prendre part aux processus d'élaboration des politiques et à réagir de leur propre initiative aux changements d'orientations.
11. Le groupe cible se compose d'habitants pauvres des zones rurales de Colombie, d'El Salvador, du Mexique et du Pérou, soit potentiellement 23 millions de personnes. Le taux de pauvreté rurale est de 45% au Mexique, de 51% en Colombie, de 57% en El Salvador et de 60% au Pérou. Les avantages escomptés sont ceux qui découleraient d'une amélioration des stratégies et politiques nationales et infranationales dans les domaines revêtant une importance particulière pour les ruraux pauvres.
12. Le programme, d'une durée de trois ans, comporte quatre composantes: a) la constitution de coalitions stratégiques, dirigées par des groupes de travail-pays sur la pauvreté rurale, le but étant de forger des liens étroits avec les interlocuteurs

des pouvoirs publics et de créer des conditions favorables à leur participation et à leur engagement en faveur du processus de concertation; b) l'analyse stratégique dans le but de repérer les lacunes, les possibilités et les priorités en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et de systématiser les processus de gestion des savoirs et de l'apprentissage social; c) la concertation et la communication stratégiques dans le but de parvenir à une plus forte cohésion entre les décideurs et les autres parties prenantes ayant une influence stratégique en ce qui concerne les principales priorités s'agissant de modifier les stratégies, les politiques et les investissements en faveur des pauvres; et d) l'appui stratégique visant à renforcer la capacité des décideurs et du personnel des principaux organismes publics à apporter des changements stratégiques.

#### IV. Résultats et avantages escomptés

13. Dans le cadre de ces quatre composantes, le programme aura les résultats suivants:

**Constitution de coalitions.** Quatre coalitions dirigées par les groupes de travail-pays sur la pauvreté rurale avec la participation active de représentants des municipalités du groupe de référence, de membres du réseau Rural Territorial Dynamics et d'autres organisations et parties prenantes.

**Analyse.** Documents de travail, notes d'information sur les grandes orientations, séances d'information à l'intention des médias, le tout s'appuyant sur une analyse concrète des tendances, des dynamiques et des critères des différentes formes de pauvreté rurale dans divers contextes régionaux; bases de données et outils par pays visant à faciliter le bilan préalable des politiques et investissements envisagés; rapports annuels de pays sur la concertation avec les principaux décideurs et faiseurs d'opinion; et rapports sur l'expérience systématique du FIDA sur le terrain par rapport aux principales stratégies, possibilités et priorités identifiées dans le cadre de la concertation.

**Concertation et communication.** Mise en place d'un calendrier annuel pour la concertation; rapports sur les concours, voyages d'étude et visites sur le terrain des faiseurs d'opinion, des décideurs et de leurs conseillers; séances d'information à l'intention des médias et rapports sur les campagnes de communication, y compris coupures de presse et autres comptes rendus parus dans les médias; résumés des principaux messages issus de la concertation à l'intention du FIDA; et préparation d'un rapport sur la pauvreté rurale en Amérique latine.

**Appui.** Rapports sur les initiatives de renforcement des capacités et d'assistance technique à l'appui des organismes publics à l'échelon national et infranational; rapports sur les initiatives visant à appuyer le changement apporté aux stratégies, politiques ou investissements à l'échelon national et infranational; et mise à disposition de personnel ayant la formation requise pour les opérations et les équipes de pays du FIDA.

14. Le programme apportera une contribution aux stratégies régionales et aux cycles de projet du FIDA dans les quatre pays y participant directement, mais aussi au-delà. En exploitant les résultats du programme, le FIDA et d'autres organismes de développement auront la possibilité: a) de synthétiser et d'ajouter à leur expérience concrète de la région une valeur stratégique pertinente; b) de renforcer la pertinence stratégique et sociale de leurs programmes et la qualité de leurs stratégies régionales et nationales; c) de créer des partenariats avec de nouveaux acteurs publics et privés dont l'influence se fait de plus en plus sentir au niveau de l'élaboration des stratégies, des politiques et des investissements qui ont une pertinence directe pour les pauvres; d) d'identifier les critères et les modalités d'élargissement de pratiques novatrices efficaces; et e) d'améliorer les liens avec des réseaux régionaux existants dont les capacités aussi bien techniques que politiques peuvent être mobilisées en faveur de la réduction de la pauvreté rurale et du renforcement de la viabilité du programme lui-même.

## V. Modalités d'exécution

15. C'est le RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural ([www.rimisp.org](http://www.rimisp.org)) – qui va mettre en œuvre et gérer le programme. Le RIMISP est un partenaire bien connu du FIDA qui a créé le premier des réseaux régionaux de savoirs au début des années 1990 (FIDAMERICA) et collaboré avec diverses divisions et initiatives du FIDA, y compris, récemment, dans le cadre des consultations ayant abouti à la rédaction du Rapport sur la pauvreté rurale 2010, du FIDA, et le projet sur l'impact de la crise financière sur les ruraux pauvres d'Amérique latine, qui s'est avéré un franc succès. Au cours des dix dernières années, le RIMISP a mis au point et géré un portefeuille de 176 projets dans divers domaines: recherche, apprentissage social, renforcement des capacités, conseils et communication sur les grandes orientations, représentant au total un budget de plus de 40 millions d'USD. À l'heure actuelle, le RIMISP gère des projets dynamiques dans 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, mobilisant des douzaines de partenaires locaux du secteur public et du secteur privé.
16. Un comité directeur du programme va être créé pour appuyer l'unité de coordination grâce à un suivi stratégique et programmatique. Ce comité comptera un représentant du FIDA et un du RIMISP, plus trois membres indépendants nommés conjointement par le FIDA et le RIMISP. Le comité sera chargé, entre autres choses: a) d'approuver les budgets et plans de travail annuels; b) d'approuver les rapports annuels techniques et financiers; c) d'approuver les rapports annuels de suivi et d'évaluation; et d) de conseiller l'unité de coordination et le RIMISP sur les questions stratégiques et programmatiques afin d'améliorer la pertinence, la qualité et l'efficacité du programme.

## VI. Coûts et financement indicatifs du programme

17. Le programme sera cofinancé par le FIDA et le RIMISP. La contribution du RIMISP provient d'un don accordé en 2007 à titre de financement de base par le CRDI. Ce financement est totalement indépendant et vient en complément de toutes autres ressources que le CRDI peut avoir fournies au titre d'un accord avec le FIDA. Le CRDI est au courant de la décision du RIMISP de cofinancer ce programme avec le FIDA, et lui apporte tout son soutien.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>RIMISP</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	300 600	252 000
2	Services professionnels	111 900	18 900
3	Frais de voyages	46 800	-
4	Équipement	-	14 000
5	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	1 078 878	1 072 000
6	Formation/renforcement des capacités	112 500	-
7	Dépenses administratives	173 322	142 475
	<b>Total</b>	<b>1 824 000</b>	<b>1 499 375</b>

# Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Pro-rural poor national and subnational strategies, policies and investments are enhanced through evidence- and learning-based policy analysis, policy dialogue and policy support, in four LAC countries.	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Number of rural poverty strategies, policies, and investments improved</li> <li>•Number of poor rural individuals, households, groups and/or communities reached by the improved strategies, policies, and investments; disaggregated by gender where possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Annual programme reports</li> <li>•Monitoring and evaluation (M&amp;E) reports</li> <li>•Information from public agencies (websites, reports)</li> <li>•Final external evaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Countries do not undergo major crisis that severely affect the normal policy process and agendas</li> </ul>
<b>Objectives</b>	(a) Effective rural poverty policy coalitions active in four countries; (b) Improved understanding of rural poverty among policymakers and other policy-influential stakeholders; (c) Changes implemented in the rural poverty policy agenda; (d) Staff of IFAD operations and country teams improve their capacity to engage in policy processes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Rural poverty agenda improved in four countries</li> <li>•At least two leading government agencies have improved policies, programmes and investments in each of four countries</li> <li>•Increased IFAD strategic partnerships and alliances with traditional and non-traditional partners, in four countries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Annual programme reports</li> <li>•Annual surveys of programme participants</li> <li>•Information from public agencies (websites, reports)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Rural poverty attracts the interest of influential policymakers</li> <li>•Stability of government decision makers and technical teams within the normal bounds of administrations</li> <li>•Constraints imposed by procedures and regulations do not impede the timely implementation of changes</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•<b>Coalition-building:</b> policy coalitions in each country led by rural poverty working groups (RPWGs)</li> <li>•<b>Policy analysis:</b> policy analysis and systematization reports widely used by policymakers</li> <li>•<b>Policy dialogue:</b> greater agreement among policymakers and other policy-influential stakeholders on top priorities for policy and institutional change</li> <li>•<b>Policy support:</b> greater capacity of decision makers and staff of leading government agencies to effect policy change; staff of IFAD operations and country teams trained in policy processes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Four policy coalitions each led by a RPWG actively functioning</li> <li>•24 policy analysis reports, 24 media briefs, nine systematization reports and one Latin America Rural Poverty Report, produced and used/cited by policymakers in the four countries</li> <li>•Ten leading policymakers and 20 other influential stakeholders in each country actively engaged in policy dialogue processes led by RPWGs</li> <li>•30 articles/reports published in mass media of each country</li> <li>•Ten government agencies receive technical assistance on policy issues</li> <li>•18 exchange visits between rural development projects of the participating countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Annual programme reports</li> <li>•M&amp;E reports</li> <li>•Annual surveys of programme participants included in M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Political or social unrest in the participating countries do not affect the implementation of the programme</li> <li>•Devaluations or other economic shocks do not reduce the capacity of the programme to finance activities</li> <li>•Other commitments do not compete for the time and attention of the participating partners</li> </ul>
<b>Key activities</b>	<p>In each of the four countries:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Build pro-rural poor coalitions and RPWGs</li> <li>•Prioritize policy issues and define national agendas</li> <li>•Conduct policy analysis on priority issues</li> <li>•Convene, organize and facilitate policy dialogue involving leading policymakers and other influential stakeholders</li> <li>•Provide capacity-building and technical assistance to key public agencies</li> <li>•Establish effective links with leading journalists and provide them with useful information and analysis</li> <li>•Train staff of IFAD operations and country teams</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•# of meetings of RPWGs</li> <li>•# of participants in policy coalitions from different constituencies</li> <li>•# of contracts issued with independent centres for policy analysis</li> <li>•# of policy dialogue events</li> <li>•# of capacity-building and technical assistance events</li> <li>•# of media briefs, press releases, briefings and meetings with journalists</li> <li>•# of learning/sharing events for staff of IFAD operations and country teams</li> <li>•% of participants who rank the activities as relevant, good and useful</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Evaluations and minutes of activities</li> <li>•Annual programme reports</li> <li>•M&amp;E reports</li> <li>•Annual surveys of programme participants included in M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Programme coordination unit in place</li> <li>•Information shared about new programme with key partners in four countries</li> <li>•Contracts established with local organizations that can host the RPWGs</li> <li>•Timely flow of funds and reports between Rimisp and subcontractors</li> </ul>

